

La pacification malgache de 1947

**Samedi 29 mars 1947.
Révolte à Madagascar.
Une date méconnue de
l'histoire franco-
malgache**



Avant toute chose, voici l'histoire de l'île et comment est-elle arrivée à l'insurrection qui fit 89 000 victimes du côté des insurgés malgaches.

Madagascar, une île à part

Bien que proche de l'Afrique, la Grande Île (plus vaste que la France) n'a rien de commun avec le continent noir. Elle est née comme l'Australie d'un morcellement du continent austral. Sa géologie, sa flore et sa faune en témoignent.

L'île a été d'abord peuplée au Moyen Âge par des navigateurs venus de l'Indonésie. Ils ont occupé les hauts plateaux du centre, au climat tempéré, où ils ont introduit la riziculture en terrasse.

Plus tard sont arrivés des navigateurs de Mélanésie, apparentés aux Kanaks ou aux Papous. Ils ont occupé les côtes, moins hospitalières.

C'est au XVII^e siècle (1638) que les Français, eux, s'implantent sur la côte orientale de l'île, en un lieu qu'ils baptisent Fort-Dauphin, en l'honneur de leur futur roi Louis XIV.

Les rades et les baies profondes de l'île, bien situées sur la

route des Indes, vont devenir au début du XVIIIe siècle le repaire de nombreux flibustiers et pirates.

Certains se constituent de véritables royaumes. C'est le cas de Baldrige et de Plantain, roi d'Antongil. Madagascar est unifié au début du XIXe siècle par un roi originaire des hauts plateaux.

Contemporain de Napoléon 1er, Andrianampoinimerina appartient à l'ethnie hova (on prononce ouv) apparentée aux Indonésiens.

Il crée l'ébauche d'un véritable État tandis que des missionnaires britanniques et français convertissent la population au christianisme.

En 1895, Madagascar est conquise, non sans mal, par le général Duchesne.

Dans son désir d'accélérer le développement de l'île, il instaure le travail forcé et encourage la venue de colons européens. En réaction, les malgaches rebelles forment des sociétés secrètes et complotent contre le colonisateur.

En 1946, à Paris, deux jeunes députés malgaches, Joseph Raseta et Joseph Ravoahangy, déposent sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi inspiré de l'accord franco-Vietnamien du 6 mars. Il est ainsi rédigé : "Madagascar est un État libre ayant son propre gouvernement, son parlement, son armée, ses finances, au sein de l'Union française". Le projet de loi est repoussé. Un an après, c'est l'insurrection.

L'insurrection de 1947

En 1947, la Grande Île compte 4 millions d'habitants dont 35.000 Européens.

L'insurrection qui embrase l'île prend au dépourvu les colons ordinaires établis sur place mais ne surprend pas l'administration française.

Les services de la Sûreté dirigés par le commissaire Marcel Baron étaient en effet au courant de la préparation d'une insurrection grâce à des agents malgaches infiltrés dans les sociétés secrètes. Mais ils ne font rien pour l'empêcher.

Les trois jeunes parlementaires malgaches du MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache), qui avaient gagné par leur élection le droit de siéger dans les Assemblées de la IVe République, étaient aussi informés du projet d'insurrection.

Ils diffusent dans les villages un télégramme demandant instamment à chacun d'éviter les violences. Mais leur appel est sans effet. Les autorités françaises font arracher en certains lieux leurs affiches comme si elles souhaitaient en découdre avec les opposants cachés.

La bataille du rail

Samedi 29 mars 1947, 20h. Près de deux milles insurgés ont attaqué ce soir là un camp militaire tenu par l'armée d'occupation, près d'un noeud de communication ferroviaire à Moramanga. Ce camp aurait dû servir de relais pour les troupes envoyées en Indochine, où la France fait face à la guérilla du Vietminh. Les insurgés ont réussi à éliminer les officiers français, mais les tirailleurs sénégalais résistent.

Samedi 29 mars 1947, 22h. Dans le Sud, des insurgés s'emparent du terminus côtier de la voie qui va à Fianarantsoa.

Dimanche 30 mars 1947. Au Nord, les tirailleurs ont repoussé les assaillants, qui se sont repliés mais ont soulevé toute la population malgache. Au matin, l'Armée Française a massacré toute la population malgache de Moramanga. "Les Sénégalais furieux du massacre de leur marabout et de leurs camarades, envahissent Moramanga et exercent des représailles contre la population. Bientôt des centaines de cadavres jonchent les rues et les champs. Toutes les maisons sont incendiées et, en quelques jours, le bourg n'est plus qu'un amas de cendres.

Les représailles sont effrayantes. Des prisonniers malgaches sont chargés en avion et lâchés vivants au dessus des villages dissidents comme 'bombes démonstratives' pour terroriser les villageois. A d'autres endroits, les rebelles, enfermés dans des cases, sont brûlés vifs."

Mardi 1er avril 1947. Marcel Baron, chef de la sûreté, organise la terreur dans les villes, toujours tenues par les français. Il commence à armer militaires, policiers et colons. A Fianarantsoa, on fusille des insurgés tous justes faits prisonniers sous prétexte d'une fausse tentative d'évasion.

A Mananjary, une cinquantaine de détenus malgaches (parmi lesquels se trouvaient des anciens combattants des 1914-1918) ont été abattus en prison ou dans le bâtiment des douanes.

Mercredi 2 avril 1947. "[Le MDRM va-t-il désavouer la violence ou] s'engager dans la dangereuse voie du Viêt-minh ?", publie le Monde. "[Il s'agit d'une] campagne d'agitation généralisée", "les troubles ont lieu sur plusieurs points...

Au conseil des ministres, Moutet a affirmé que le MDRM était un parti "raciste et nationaliste qui n'a en vue que l'oppression par les Hovas du reste de la population après élimination des Européens".

Jeudi 3 avril, 1947. "Le calme est rétabli à Madagascar", titre France-Soir. "Les rebelles agiraient en liaison avec un parti politique". Sur l'île d'autres colons sont tués, des concessions brûlent. Les insurgés tentent de s'emparer de Fianarantsoa.

Le Franc-Tireur publie une interview de Joseph Raseta, le député malgache resté à Paris. Celui-ci dément toute implication du MDRM et démonte la thèse ridicule d'un complot ourdi par les Hovas contre les "côtiers", soulignant justement que beaucoup de "côtiers" se sont révoltés.

Les insurgés occupent Vohipeno, dans le Sud.

4-12 avril 1947. France-Soir parle le 10 avril de "mystérieux émissaires venus clandestinement d'Indochine" qui auraient provoqué les troubles.

Le gouvernement de Paul Ramadier fait porter la responsabilité de l'insurrection sur les trois parlementaires du MDRM. Les députés, y compris l'extrême-gauche communiste, lèvent sans scrupule leur immunité parlementaire.

Marcel Baron fait arrêter les deux députés malgaches, Joseph Ravoahangy et Jaques Rabemananjara présents à Tananarive.

Mercredi 16 avril 1947. Conseil des Ministres houleux en France. Les ministres communistes ne suivent plus le reste du gouvernement sur les affaires du Vietnam et de Madagascar, et Maurice Thorez quitte la séance avec ses ministres. Le PCF, dans l'Humanité, dénonce l'illégalité de l'arrestation des députés malgaches.

Vendredi 18 avril 1947. Les députés ont été inculpés, pour "flagrant délit continu" et condamnés à mort mais leurs peines ont finalement été commuées en exil. Le MDRM est dissout à Madagascar.

France-Soir justifie, sous la plume de Pierre Thibault, l'inégalité de la procédure dans son article intitulé "Nécessité fait loi". Il invoque "la souveraineté française mise en péril" pour justifier les mesures nécessaires pour "protéger la vie [des français]". Pendant ce temps, d'autres colons sont tués, les concessions brûlées. Les insurgés ont organisé des zones libérées.

Les autorités françaises envoient à Madagascar un corps expéditionnaire de 18.000 hommes. Celui-ci sera porté jusqu'à 30.000 hommes.

En vingt mois, la “pacification” fait 89.000 victimes chez les Malgaches selon les comptes officiels de l’état-major français.

Les forces coloniales perdent quant à elles 1.900 hommes (des supplétifs malgaches). On relève aussi la mort de 550 Européens, dont 350 militaires. La disproportion des pertes tient au fait que les rebelles ne disposaient en tout et pour tout que de 250 fusils.

Rappelons qu’à la fin de la seconde guerre mondiale, la France de la Libération, cofondatrice de l’ONU, proclame le droit des Peuples à disposer d’eux-mêmes, et fait savoir que le système colonial qu’elle a mis en place a vécu.

Or, pendant plus de dix ans, elle va mener deux grandes guerres au Vietnam et en Algérie pour maintenir coûte que coûte une présence jamais acceptée. Ces guerres et les atrocités commises (de part et d’autre) sont connues mais pas celle de la pacification malgache de 1947 qui vient d’être relatée pour que l’on se souvienne que 60 ans après, la répression coloniale française qui a fait 89 000 morts chez les insurgés, reste toujours l’objet d’études de la part des historiens.

L’esclavage en Libye

On pensait qu’il n’y aurait plus jamais ça ! Mais voilà. L’esclavage est de retour, 169 ans après son abolition et c’est la Libye qui tient le flambeau

La diffusion d’un reportage de CNN a projeté sur le devant de la scène politique et médiatique, la réalité scandaleuse du développement de pratiques esclavagistes dans ce pays. Les

dénonciations sont unanimes et les mobilisations nombreuses. Un silence pesant s'installe cependant sur les causes contemporaines du retour de ces crimes contre l'humanité sur un continent qui souffre encore des séquelles de la grande traite multiséculaire sur laquelle s'est bâtie la richesse des anciennes puissances coloniales. En lieu et place d'une dénonciation des responsables et des véritables causes de la



situation se répandent des explications sur la négrophobie endémique des peuples nord-africains et/ou musulmans. S'appuyant sur des faits réels incontestables comme l'héritage de préjugés racistes négrophobes issus de l'histoire ancienne ou des pratiques tout autant

racistes touchant les noirs dans tous les pays d'Afrique du Nord, ces explications fallacieuses n'expliquent en rien l'aggravation brusque de la situation ces dernières années, ni l'apparition de « marchés aux esclaves » qui ont suscité les indignations légitimes d'aujourd'hui. Comprendre l'esclavage contemporain en Libye et ailleurs c'est prendre en compte le contexte qui lui donne naissance.

Le chaos libyen

Les prises d'otages, violences, torture, viols, etc., et depuis plusieurs années la transformation d'êtres humains en marchandises ne sont ni nouvelles, ni méconnues. Le premier rapport alertant sur la situation des migrants en Libye réalisé par la fédération internationale des droits de l'homme date ainsi de 2012. Au mois d'Avril dernier l'Organisation

Internationale pour les Migrations dénonçait encore l'existence de « marché aux esclaves ». Tout le monde savait donc et les cris d'indignation actuels apparaissent pour ce qu'ils sont : de l'hypocrisie d'Etat. La destruction par la guerre totale en 2011, non seulement de l'Etat Libyen mais de toute la société, de ses modes de régulation, de ses infrastructures, de ses cadres sociaux et nationaux, a plongé le pays dans le chaos et la décomposition qui donnent naissance à ces crimes contre l'humanité. La chose n'est pas nouvelle : en Somalie, en Afghanistan, en Irak, etc., les guerres pour le pétrole et les matières premières ont détruit les sociétés suscitant ici, Daesh, là, les marchés aux esclaves, partout la violence, le viol et les tortures. Telle est la première cause structurelle de l'esclavagisme contemporain.

La sous-traitance de la répression contre les migrants

Les effets des guerres pour le pétrole se cumulent avec les politiques ultralibérales appelées « mondialisation » qui paupérissent comme jamais auparavant de nombreux pays du continent depuis des décennies. De la politique de la dette et des plans d'ajustements structurels (PAS) de la banque mondiale et du FMI, aux accords de partenariat économique (APE) de l'Union Européenne, en passant par la monnaie coloniale qu'est le franc CFA et les déstabilisations de tous les Etats qui tentent d'avoir une politique plus souveraine, les mécanismes prédateurs des puissances riches convergent tous vers un résultat prévisible : la paupérisation et l'insécurité massive suscitant un flux de migrants sans précédent. Les mêmes puissances à l'origine de ces migrations contemporaines prétendent fermer leurs frontières avec en résultat une méditerranée devenant la frontière de la mort.

Comble du cynisme, ces puissances sous-traitent la répression

contre ces migrants aux pays riverains de la méditerranée et en particulier à ceux d'Afrique du Nord. Le 25 janvier 2017, l'Union Européenne annonçait ainsi un accord avec le gouvernement d'Union nationale libyen dirigé par Fayez Seraj, prévoyant le financement de « camps » gérés par le ministère libyen de l'intérieur ayant comme objectif l'hébergement des réfugiés «jusqu'à leur expulsion ou leur retour volontaire dans leur pays d'origine ».

Deux cents millions d'euros étaient débloqués pour « endiguer le flux de migrants en situation irrégulière passant de la Libye en Italie » lit-on dans la déclaration de Malte de l'union Européenne du 2 février 2017. Or ces camps financés par l'argent européen sont le lieu de tous les abus et violences qui, une fois banalisés ont débouché sur la pratiques de l'esclavage par les différentes fractions armées libyennes. Telle est la seconde cause structurelle de l'esclavage contemporain.

L'instrumentalisation néocoloniale de la colère légitime

Le silence sur ces deux causes structurelles et la focalisation sur des explications culturalistes permettent de dédouaner les véritables responsables de la situation. La situation ainsi falsifiée est une véritable aubaine pour l'Union Européenne en général et pour la France en particulier, qui sont confrontées au développement récent d'un large mouvement de contestation contre les APE d'une part et contre le franc CFA d'autre part.

Bien sûr, la négrophobie existe en Afrique du Nord et doit être dénoncée. Bien entendu certaines pratiques d'Etat des pays d'Afrique du Nord contribuent au développement du racisme et doivent également être dénoncées. Mais la dénonciation de ces pratiques ne doit pas conduire à sous-estimer les causes structurelles que sont les guerres pour le pétrole, les

minerais stratégiques d'une part et les politiques migratoires de l'Union Européenne d'autre part.

On ne peut oublier non plus la part des chefs d'état africains qui n'œuvrent pas pour le développer de leur pays et qui provoquent chez leurs jeunes, l'envie de partir pour une meilleure vie ailleurs et dont on connaît la suite.

Qui n'est pas conscient de nos jours que les causes qui produisent la situation actuelle sont : la dette africaine qui ne se termine jamais, les dégâts immenses de l'esclavage non réparés, la colonisation et la néo colonisation, le franc CFA et les accords de partenariat inégaux qui ébranlent les économies nationales africaines, les politiques migratoires européennes qui fabriquent les sans papier dans l'espace Schengen !

Texte repris par le CSP59 de l'Appel commun pour la manifestation contre l'esclavage en Libye

CONTE : les couleurs de l'amitié

Un jour, toutes les couleurs du monde se mirent à se disputer entre elles, chacune prétendant être la meilleure, la plus importante, la plus belle, la plus utile, la favorite.

Le vert affirma :

Je suis le plus essentiel, c'est indéniable. Je représente la vie et de l'espoir. J'ai été choisi pour l'herbe, les arbres et les feuilles. Sans moi, les animaux mourraient. Regardez la campagne et vous verrez que je suis majoritaire.

Le bleu prit la parole :

Tu ne penses qu'à la terre mais tu oublies le ciel et l'océan.

C'est l'eau qui est la base de la vie alors que le ciel nous donne l'espace, la paix et la sérénité. Sans moi, vous ne seriez rien.



Le jaune rit dans sa barbe :
Vous êtes bien trop sérieux. Moi j'apporte le rire, la gaieté et la chaleur dans le monde. Pour preuve, le soleil est jaune, tout comme la lune et les

étoiles. Chaque fois que vous regardez un tournesol, il vous donne le goût du bonheur. Sans moi, il n'y aurait aucun plaisir sur cette terre.

L'orange éleva sa voix dans le tumulte :

Je suis la couleur de la santé et de la force. On me voit peut-être moins souvent que vous mais je suis utile aux besoins de la vie humaine. Je transporte les plus importantes vitamines. Pensez aux carottes, aux citrouilles, aux oranges aux mangues et aux papayes. Je ne suis pas là tout le temps mais quand je colore le ciel au lever ou au coucher du soleil, ma beauté est telle que personne ne remarque plus aucun de vous.

Le rouge qui s'était retenu jusque là, prit la parole haut et fort :

C'est moi le chef de toutes les couleurs car je suis le sang, le sang de la vie. Je suis la couleur du danger et de la bravoure. Je suis toujours prêt à me battre pour une cause. Sans moi, la terre serait aussi vide que la lune. Je suis la couleur de la passion et de l'amour, de la rose rouge, du poinsettia et du coquelicot.

Le pourpre se leva et parla dignement :

Je suis la couleur de la royauté et du pouvoir. Les rois, les chefs et les évêques m'ont toujours choisie parce que je suis le signe de l'autorité et de la sagesse. Les gens ne m'interrogent pas, ils écoutent et obéissent.

Finalement, l'indigo prit la parole, beaucoup plus calmement que les autres mais avec autant de détermination :

Pensez à moi, je suis la couleur du silence. Vous ne m'avez

peut-être pas remarquée mais sans moi vous seriez insignifiantes. Je représente la pensée et la réflexion, l'ombre du crépuscule et les profondeurs de l'eau. Vous avez besoin de moi pour l'équilibre, le contraste et la paix intérieure.

Et ainsi les couleurs continuèrent à se vanter, chacune convaincue de sa propre supériorité. Leur dispute devint de plus en plus sérieuse. Mais soudain, un éclair apparut dans le ciel et le tonnerre gronda. La pluie commença à tomber fortement. Inquiètes, les couleurs se rapprochèrent les unes des autres pour se rassurer.

Au milieu de la clameur, la pluie prit la parole :

Idiotes ! Vous n'arrêtez pas de vous chamailler, chacune essaie de dominer les autres. Ne savez-vous pas que vous existez toutes pour une raison spéciale, unique et différente ? Joignez vos mains et venez à moi. Les couleurs obéirent et unirent leurs mains.

La pluie poursuivit :

Dorénavant, quand il pleuvra, chacune de vous traversera le ciel pour former un grand arc de couleurs et démontrer que vous pouvez toutes vivre ensemble en harmonie. L'arc-en-ciel est un signe d'espoir pour demain. Et, chaque fois que la pluie lavera le monde, un arc-en-ciel apparaîtra dans le ciel, pour nous rappeler de nous apprécier les uns les autres.

Auteur inconnu

Histoire de la Jamaïque de la préhistoire à ce jour

L'Afrique n'a pas d'histoire, dit-on. Pourtant elle est décriée, convoitée voire assiégée. Pour Tam-Tam 59, l'Afrique a une histoire. Voici celle de la Jamaïque

La Jamaïque est une île de la mer des Caraïbes et fait partie des Antilles. Elle est située au sud de Cuba et à l'ouest de l'île Hispaniola, territoire d'Haïti et de la République dominicaine.



Le nom Xamayca signifie « la terre du bois et de l'eau » dans la langue des Arawaks, peuple d'Amérique du Sud qui s'est établi sur l'île vers les années 1000 avant notre ère.

En 1494, Christophe Colomb y débarqua et y créa la ville « Sevilla la Nueva » appelé aujourd'hui, juste Seville sur la côte nord. Après le débarquement de Christophe Colomb, l'Espagne revendique la propriété de l'île et dès 1509, l'occupe et lui donne le nom de « Santiago de la Vega » aujourd'hui (Spanish Town).

Les Arawaks qui furent les premiers habitants constituèrent la première main-d'œuvre d'esclaves pour les Espagnols. Les Arawaks seront décimés par la maladie, l'esclavage et la guerre. Certains ne trouvaient une issue à leur condition servile que dans le suicide. C'est en 1517 que l'Espagne achemine en Jamaïque les premières soutes d'esclaves africains.

En effet, c'est Bartolomé de Las Casas, un prêtre espagnol

œuvrant à la protection du peuple Arawaks qui suggère, ce qu'il devait regretter par la suite. Le recours à des esclaves africains. Il écrit plusieurs livres dans lesquels il dénonce avec véhémence le mauvais traitement que les conquistadores infligent aux indigènes et préconise que les Espagnols convertissent les Arawaks au christianisme. La domination espagnole a duré jusqu'en 1655.

Prise de la Jamaïque par les Britanniques

En mai 1655, faute de n'avoir pas pu prendre Saint-Domingue, une expédition britannique menée par l'amiral William Penn sénior et le général Robert Venables s'empare de l'île. Les espagnols s'enfuient après avoir libéré leurs esclaves. Dispersés dans la jungle, ils créent des dizaines de villages secrets sur le versant nord des Blue Mountains où sera cultivé plus tard le café "Jamaica Blue Mountain" et dans le "Pays Cockpit". Pendant un siècle et demi, ces deux zones serviront, grâce à leurs nombreuses caches, de base arrière aux nombreuses révoltes d'esclaves marrons.

En 1657, l'amiral Robert Blake disperse la flotte espagnole. Le gouverneur de la Jamaïque invite les boucaniers, parmi lesquels beaucoup d'Irlandais de la Barbade, à s'établir à Port Royal, pour la défendre. En 1657 et 1658, les espagnols, venus de Cuba échouent dans leurs tentatives de reconquête de la Jamaïque, lors des batailles d'Ocho Rio et Rio Nuevo.

Les Britanniques s'installent à Santiago de la Vega rebaptisée "Spanish Town". Pendant sa reconstruction, Port Royal fait office de capitale, puis devient une importante base arrière pour la piraterie. Les deux principales activités de l'île sont la plantation de cacao, dispersée dans la jungle, et la flibuste. La Jamaïque devient la capitale des pirates, corsaires et boucaniers ayant créé des établissements dans la baie de Campêche pour le "bois de teinture".

Révolution sucrière à la Jamaïque

La Révolution sucrière à la Jamaïque, expression utilisée par l'historien Jean Sainton, se déroule entre 1666 et 1712 dans la colonie anglaise qui, connaît un quadruplement de la récolte de sucre entre 1697 et 1712 et devient l'un des principaux producteurs du monde, pour l'approvisionnement en sucre de l'Europe.

Cette révolution entraîna l'arrivée de très nombreux esclaves noirs dans les plantations de sucre. En 1672, la Compagnie royale d'Afrique a même été créée pour en importer plus. Des forts ont été bâtis sur le littoral de l'Afrique de l'Ouest et entre 1672 et 1713 d'où la compagnie y embarque 125 000 esclaves à bord de 194 navires. 25 000 captifs décèdent lors de la traversée.

En 1660, le roi Charles II créé la Compagnie des Aventuriers d'Afrique et une pièce d'or appelée « la guinée » a été frappée pour l'occasion.

Le marché du sucre était florissant et c'est 15 000 tonnes de sucre qui sont ramenées à bord de 200 navires à Londres chaque année. Mais, l'île est minuscule et la terre devient rare et chère. Les planteurs réclament la possibilité de s'étendre ailleurs. Plusieurs s'installent dès 1664 dans la Province de Caroline. Thomas Modyford, nommé directeur de compagnie des Aventuriers d'Afrique est chargé par le roi Charles II d'enseigner l'art de planter la canne à sucre aux flibustiers de la Jamaïque.

En 1670, lors du traité de Madrid, l'Espagne concède définitivement la Jamaïque à l'Angleterre.

La chasse aux pirates

En 1671, le gouverneur Thomas Modyford accusé d'avoir toléré la flibuste et le raid sur Panama, organisé par le chef pirate Henry Morgan, au risque de gâcher le rapprochement avec l'Espagne est remplacé par jacobite Thomas Lynch, planteur de sucre, négociant en esclaves et vétéran des guerres contre le

parlement puritain avec pour but de briser les flibustiers

L'année suivante, le chef des pirates Henry Morgan est emprisonné à Londres. Puis, il est libéré à la demande du roi Charles II. Morgan, reçoit des terres et 126 esclaves, à condition de devenir planteur et de renier son passé de flibustier. Nommé ensuite gouverneur de la Jamaïque, il a pour mission de réduire l'activité des flibustiers.

En 1682, la Couronne britannique, craignant les révoltes, incite les capitaines de navires à importer aussi des blancs à qui elle accorde une gratification de 168 livres pour ceux venant d'Angleterre, 135 livres pour les Irlandais et 78 livres pour ceux venant d'Amérique. La population de la Jamaïque affiche alors la plus forte croissance démographique au monde.

La puissance sucrière jamaïcaine éclipsée par celle de Saint-Domingue

En 1700, bien que la production sucrière ait commencé vingt ans plus tôt en Jamaïque, c'est celle de Saint-Domingue qui domine le marché du sucre. De plus, la Royal Navy, en pleine expansion, coûte de plus en plus cher à entretenir, soit, un quart des recettes publiques britanniques. Londres cherche donc des financements.

En 1713, les impôts passent de 3 % à 9 % du PIB britannique. La Jamaïque est la première victime de la hausse des impôts indirects, lors de la création d'un "board des colonies" en 1696, qui se traduit par l'embauche progressive de 6 900 agents du fisc, chargés de contrôler des taxes élevées, en particulier sur les réexportations de sucre. Le Sugar and Molasses Act de 1733, puis le Sugar Act de 1764 vont cependant alléger la note. Mais, le retard sur Saint-Domingue est loin de se combler. Au XVIIIe siècle, la rentabilité, après impôt, des plantations jamaïcaines est deux à trois fois plus faible que celles de Saint-Domingue. A cela s'ajoutent les révoltes

d'esclaves.

La révolution haïtienne qui débute à Saint-Domingue (colonie française) en 1791 redonne un avantage à la Jamaïque, qui devient premier producteur mondial de sucre en 1810, année où sa population d'esclaves noirs dépasse 350 000 personnes, avant que l'abolition de la traite négrière de 1807 ne stoppe le mouvement.

Le soulèvement des Marrons

Les esclaves jamaïcains, connus sous le nom de Marrons, se révoltèrent plus d'une douzaine de fois entre 1673 et 1832. L'une des communautés fut néanmoins expulsée dans les années 1790. Celle-ci constituera le noyau de la communauté créole du Sierra Leone en Afrique.

À Noël 1831, une révolte de grande ampleur, connue sous le nom de Baptist War, éclata. Sur les 300 000 esclaves de l'île, 60 000 se soulevèrent. Il s'agissait à l'origine d'une grève pacifique menée par le Baptiste Samuel Sharp. La rébellion fut matée dix jours plus tard par la milice des planteurs et les garnisons britanniques.

À la suite des pertes matérielles et humaines provoquées par cette révolte, le Parlement britannique ouvrit deux enquêtes dont les conclusions allaient grandement contribuer à l'abolition de l'esclavage le 1er août 1834 dans tout l'empire britannique. Les esclaves jamaïcains restèrent liés à leurs anciens propriétaires, mais avec une garantie des droits sous ce qui s'appelait Apprenticeship System.

La population pourtant libérée doit toujours faire face à des conditions de vie très difficiles, ce qui provoqua la rébellion de Morant Bay en octobre 1865, menée par George William Gordon et Paul Bogle. Elle fut brutalement réprimée. À la suite, l'Assemblée de l'île renonça à son autorité. La Jamaïque acquit alors le statut de colonie de la Couronne. La production de sucre diminua à la fin du XIXe siècle au profit

de celle de la banane.

L'acquisition de statut de Colonie de la Couronne favorisa l'émergence d'une classe moyenne au sein du peuple. Il s'agit de fonctionnaires subalternes et d'officiers de police dont la promotion sociale et politique avait été bloquée jusque là.

En 1872, la ville portuaire de Kingston étant bien plus grande et plus raffinée que Spanish Town située à l'intérieur des terres, accéda au statut de capitale de l'île.

En 1929, un certain Marcus Garvey, leader noir jamaïcain, producteur, journaliste, entrepreneur et orateur précurseur des mouvements du panafricanisme et nationalisme noir fonda le People's Political Party, sinon le Parti Politique Populaire (également connu sous le nom de PPP) qui était le premier parti politique moderne de la Jamaïque. Marcus Garvey établit un manifeste de 14 points, le premier de son genre dans l'histoire électorale de l'île. Certains points contenus dans le manifeste du PPP étaient : une journée de travail de huit heures, un salaire minimum...

Au printemps 1938, les travailleurs du sucre et ceux du port se révoltèrent dans toute l'île. Bien que réprimée, la révolte entraîna des changements significatifs, telle que l'émergence du syndicalisme dont celui d'Alexander Bustamante et d'Allen Coombs nommé Le Jamaica Workers Trades Union.

Le vent de l'indépendance souffle à la Jamaïque

Les mouvements nationalistes se développèrent sous l'impulsion de deux leaders jamaïcains, Alexander Bustamante et Norman Washington Manley.

Au milieu des années 1940, la Jamaïque gagna son autonomie. En 1944, l'île connaît d'importantes modifications politiques.

En 1957, suite à des réformes, le conseil exécutif est remplacé par le conseil des ministres. Ce conseil est nommé

par le Gouverneur avec à sa tête, un Chief Minister. En 1958, la Jamaïque rejoint ainsi neuf autres territoires britanniques au sein de la Fédération des Indes occidentales, organisation dont elle se retira en 1961.

Le 6 août 1962, la Jamaïque qui fut le théâtre d'un des plus importants soulèvements serviles des Caraïbes, obtient finalement son indépendance, mais demeure membre du Commonwealth. Le souverain britannique est reconnu comme chef d'État et est représenté par un gouverneur général comme dans la plupart des membres du Commonwealth, notamment le Canada ou l'Australie, la Nouvelle Zélande, mais aussi les îles Salomon ou Sainte-Lucie.

Le premier Premier ministre de la Jamaïque indépendante fut le travailliste Alexander Bustamante, fondateur du syndicat Le Jamaica Workers Trades Union.

Politique

Depuis son accession à l'indépendance, le pays a connu des troubles politiques et économiques sous divers dirigeants politiques. Le pouvoir changea régulièrement de main, généralement entre le Jamaica Labour Party (JLP) et le People's National Party (PNP).

En janvier 2012, c'est le retour au pouvoir du People's National Party (PNP) mené par Portia Simpson-Miller. Lors de son discours d'investiture en tant que Premier ministre, cette dernière avait annoncé vouloir « couper le cordon avec la couronne britannique », en ajoutant : « nous initialiserons le processus de détachement de la monarchie pour devenir une république, avec notre propre président autochtone pour chef d'État ».

Elle n'a pas fait long feu. En effet, après quatre ans de pouvoir, elle a perdu les élections législatives au profit du Jamaica Labour Party (JLP) sans avoir pu mettre en œuvre son projet de détachement de l'empire britannique.

En 2016, Andrew Holness du Jamaica Labour Party (JLP) devient Premier ministre. Il est actuellement au pouvoir en Jamaïque.

Journée internationale de la Femme

La date du 8 Mars est désormais encrée dans les mémoires comme étant la Journée internationale de la Femme

Le 8 mars dernier, le Réseau d'Entraide Internationale Nord et Sud, appelé communément REINE de FEMME à Lille s'est fait un point d'honneur à organiser la journée autour de thématiques citoyennes telles que la Femme et la Religion, la Liberté, la notion de Droit, les Engagements Citoyens ...

A ce propos, l'association a accueilli un grand public réparti en trois ateliers.

Atelier 1 : place et rôle de la Femme dans nos sociétés d'hier à aujourd'hui. Avaient-elles des fonctions dans la cité, étaient-elles reconnues ?

Atelier 2 : quels sont les résultats obtenus depuis les grands combats des 19ème et 20ème siècles ? Peut-on aller plus loin ? Et comment ?

Atelier 3 : religion et spiritualité, quels rôles et places sont réservés à la femme dans la pratique ?

Restitution

En gros, pour les femmes présentes, la religion est d'abord créatrice de lien social. Or le LIEN SOCIAL est un ciment dans une société : il se voit à différents niveaux : familial, amical, au niveau des organisations et associations et au

niveau civique. La religion permet de donner des valeurs et de se structurer. Elle développe des valeurs de respect, de dignité, de partage, de paix et de cohésion. A ce titre il est important de savoir comment transmettre ces valeurs à nos enfants et autour de nous. Pour ce faire Il est important de tenir debout et d'être une sentinelle qui met en avant sa culture et sa religion surtout lorsqu'elles véhiculent des valeurs aussi positives et qu'elles participent à la construction des identités. Sur le fait que certaines religions ne respectent pas la femme, il en découle que par rapport à l'histoire et les relations homme/femme, la femme a toujours eu un rôle central dans toutes les religions et dans nos sociétés mais c'est l'homme qui a relégué la femme au second rang pour prendre pouvoir, puisque finalement c'est lui qui s'est évertué à effacer le rôle imminent joué par les femmes tout au long de l'histoire. Par exemple dans l'histoire de l'islam des femmes ont occupé une place importante à l'instar de KHADIDJA qui a été une grande figure dans la vie du prophète, elle était là lorsqu'il avait besoin de ses services et de son soutien, de AÏCHA aussi qui a joué un grand rôle puisque Cheffe politique, cheffe militaire au temps du prophète. La femme est et reste une sentinelle, elle participe à la transmission des valeurs. Il est important que nos jeunes et nos enfants le sachent pour donner la place qu'il faut à la mère, à la femme, afin de bien vivre dans nos sociétés avec respect de soi et de l'autre.



Lettre ouverte

Pourquoi l'utiliser?

On sait depuis longtemps que travailler avec du texte lisible et contenant du sens est source de distractions, et empêche de se concentrer sur la mise en page elle-même. L'avantage du



Lorem Ipsum sur un texte générique comme 'Du texte. Du texte. Du texte.' est qu'il possède une distribution de lettres plus ou moins normale, et en tout cas comparable avec celle du français standard. De nombreuses suites [article cran](#) logicielles de mise en page ou éditeurs de sites Web ont fait du Lorem Ipsum leur faux texte par défaut, et une recherche pour 'Lorem Ipsum' vous cns sont

apparues avec le temps, parfois par accident, souvent intentionnellement (histoire d'y rajouter de petits clins d'oeil, voire des phrases onduira vers de nombreux sites qui n'en sont encore qu'à leur phase de construction. Plusieurs versioembarassantes).